

Vers un nouveau protocole d'accord avec la Grèce

La déclaration publiée à l'issue du sommet de la zone euro du 12 juillet 2015 souligne la nécessité de rétablir la confiance avec les autorités grecques, condition préalable pour un éventuel accord sur un nouveau programme du Mécanisme européen de stabilité (MES). La Grèce a pris l'engagement de légiférer sans délai sur une première série de mesures, prises en accord avec les institutions. Les plus importantes portent sur une rationalisation du régime de TVA, l'amélioration de la viabilité à long terme du système des retraites, la garantie de la pleine indépendance juridique d'ELSTAT et la mise en œuvre de dispositions pertinentes du traité sur la stabilité, afin qu'une décision puisse être prise pour négocier un protocole d'accord. Pour aboutir à une conclusion positive de ce protocole d'accord, les mesures de réforme présentées par la Grèce doivent être renforcées dans un certain nombre de domaines. Le Sommet de la zone euro a pris note des besoins de financement urgents de la Grèce. L'enveloppe totale d'un nouveau programme éventuel du MES devrait inclure la constitution d'un fonds de réserve de 10 à 25 milliards d'euros pour le secteur bancaire. Une décision doit être prise rapidement sur un nouveau programme pour que les banques puissent rouvrir. Dans le cadre d'un éventuel programme futur du MES, l'Eurogroupe est prêt à envisager des mesures supplémentaires pour faire en sorte que les besoins bruts de financement demeurent à un niveau soutenable. Pour contribuer à soutenir la croissance et la création d'emplois en Grèce, la Commission travaillera étroitement avec les autorités en vue de financer l'activité économique, et fera une proposition visant à augmenter le niveau de préfinancement afin de donner une impulsion immédiate aux investissements.

Le 16 juillet, l'Eurogroupe a salué dans une déclaration l'adoption par le Parlement grec des mesures correspondant aux engagements visés dans la déclaration précitée du Sommet du 12 juillet. Également le 16 juillet, la BCE, prenant acte de ces éléments positifs, a approuvé un relèvement de 900 M€ du montant des liquidités d'urgence (ELA) en faveur des banques grecques.

Déclaration du Sommet de la zone euro (12 juillet 2015): <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2015/07/pdf/20150712-eurosummit-statement-greece/>

Déclaration de l'Eurogroupe sur la Grèce (16 juillet 2015): http://www.consilium.europa.eu/press-releases-pdf/2015/7/40802200889_en.pdf

Conférence de presse de Mario Draghi (16 juillet 2015): <http://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is150716.en.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 16 juillet 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelles : « En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, les programmes d'achats d'actifs se poursuivent sans difficultés. Comme nous l'avons expliqué à différentes reprises, nos achats d'actifs, à hauteur de 60 milliards d'euros par mois, devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. En procédant à son évaluation, le Conseil des gouverneurs suivra sa stratégie de politique monétaire et se focalisera sur les tendances en matière d'inflation et sur les perspectives de stabilité des prix à moyen terme. Les évolutions récentes sur les marchés financiers, qui traduisent en partie un renforcement des incertitudes, n'ont pas altéré l'évaluation du Conseil des gouverneurs allant dans le sens d'une extension de la reprise économique dans la zone euro et d'une remontée progressive des taux d'inflation au cours des prochaines années. L'orientation de la politique monétaire de la BCE demeure accommodante, tandis que les anticipations d'inflation fondées sur les marchés se sont globalement stabilisées ou ont continué de se redresser depuis début juin. Les informations récentes semblent encore indiquer une poursuite de la transmission de nos mesures de politique monétaire sur le coût et la disponibilité du crédit pour les entreprises et les ménages. Nos mesures continuent donc de contribuer à la croissance économique, à une réduction de la sous-utilisation des capacités de production et à une expansion de la monnaie et du crédit. La mise en œuvre intégrale de l'ensemble de nos mesures de politique monétaire ramènera durablement les taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme et renforcera l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme. »

Banque de France

Enquête annuelle de la Banque de France sur le surendettement des ménages en 2014

Selon l'étude, le nombre des dossiers déposés auprès des commissions de surendettement a augmenté de 3,5% en 2014, à 230 935 cas. Le nombre de dossiers recevables s'est établi à 205 787. La part des personnes seules (divorcés, célibataires ou veufs) demeure majoritaire (64,6%). Les dettes immobilières représentent 31,3% de l'endettement global et sont présentes dans 11,8% des dossiers. Leur montant moyen est d'EUR 106 407. Les dettes à la consommation représentent 45,9% de l'endettement global.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/La_Banque_de_France/enquete-typo-surend-menages-2014.pdf

Rapport annuel du Haut Conseil de stabilité financière

Le HSCF présente son rapport annuel en juin 2015. Il aborde la reprise de la croissance en zone euro, les évolutions des marchés financiers face à un environnement macroéconomique encore fragile, mais aussi l'impact des taux d'intérêts bas sur les acteurs et les marchés ainsi que les risques pour la stabilité financière. D'autres aspects sont également abordés tels que le taux d'épargne des ménages français en 2014, la nouvelle progression du taux de marge des entreprises après trois années de baisse, mais aussi l'évolution du secteur bancaire et les transformations engagées face à une rentabilité qui n'est pas revenue à son niveau d'avant la crise.

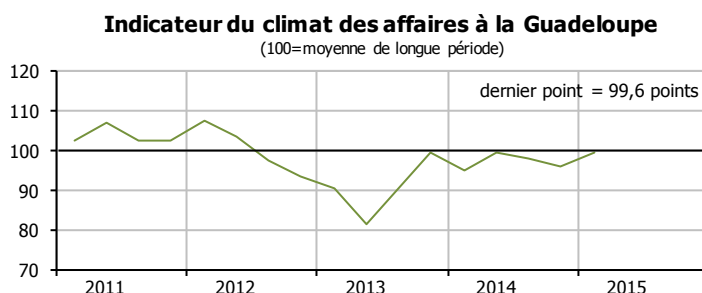
http://www.economie.gouv.fr/files/hcsf_rapport_annuel_062015.pdf

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Un début d'année en demi-teinte

Au premier trimestre 2015, l'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse pour retrouver son niveau moyen de longue période. Cette évolution s'explique principalement par l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre passé. En particulier, les soldes d'opinion relatifs à l'activité et aux effectifs du trimestre passé ont fortement contribué à la hausse de l'indicateur.

En dépit d'un climat des affaires plus favorable et d'une amélioration de la consommation des ménages, les entreprises restent prudentes et l'investissement marque le pas. Depuis le second semestre 2014, le nombre de radiations d'entreprise est en augmentation. Le marché du travail demeure sous tension.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Au niveau sectoriel, l'amélioration dans le secteur du commerce et des services marchands favorise l'activité économique au premier trimestre. L'activité est contrastée dans les secteurs du tourisme et du BTP.

Pour le trimestre à venir, les prévisions des chefs d'entreprise sont globalement négatives.

Chômage : taux moyen de 23,7 % en 2014

La dernière « enquête emploi » de l'Insee aux Antilles-Guyane a été rénovée en profondeur. Désormais, le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) est évalué comme en métropole tout au long de l'année et non plus uniquement sur le second trimestre. Compte tenu des changements de méthodes, ce taux ne peut être comparé directement avec le dernier taux publié.

Pour la Guadeloupe, le taux de chômage moyen s'élève à 23,7 % en 2014. Il est sensiblement plus élevé que le taux observé en métropole (9,9 %), et supérieur à celui de la Guyane (22,3 %) et de la Martinique (19,4 %). La Guadeloupe compte, en moyenne, au cours de l'année 2014, 38 300 chômeurs pour une population active de 160 300 personnes. Les jeunes et les femmes sont les plus touchés. Source : www.insee.fr

Augmentation de la propension à recruter mais baisse des projets de recrutement

Selon l'enquête « Besoins en main-d'œuvre 2015 » réalisée par Pôle emploi, un établissement sur quatre se déclare prêt à embaucher en 2015 en Guadeloupe et dans les Iles du Nord (24,7 %, contre 21,9 % en 2014). La propension à recruter augmente dans les secteurs de la construction, du commerce et des services et diminue dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie manufacturière. Le nombre de projets de recrutement s'élève à 9 868, enregistrant ainsi une baisse de 8 % par rapport à 2014. En 2015, les cinq métiers rassemblant le plus grand nombre de projets de recrutement sont les professionnels de l'animation socioculturelle (395 projets), les agents d'entretien de locaux (377), les secrétaires bureautiques et assimilés (356), les commis, serveurs de cafés et de restaurants (348) et enfin les surveillants d'établissements scolaires et aides éducateurs (346). Enfin, parmi les projets de recrutement, 32,0 % sont jugés difficiles (contre 29,8 % l'an passé). Source : <http://bmo.pole-emploi.org/static/bmo2015>

Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier la note « Tendances conjoncturelles » relative au 1^{er} trimestre 2015 et la note « Coût du crédit aux entreprises à la Guadeloupe et dans les autres DOM » relative au mois de janvier 2015. Ces notes sont téléchargeables librement sur le site : <http://www.iedom.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

756 ouvertures de liquidation judiciaire entre 2012 et 2014

Début juillet 2015, la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Guadeloupe a livré une analyse sur les procédures collectives lancées dans les entreprises. Selon la CCI, le nombre de liquidations a été particulièrement important entre 2005 et 2009 et quasi-stable entre 2009 et 2011. Depuis 2011, la tendance est à la baisse. Entre 2012 et 2014, 756 entreprises guadeloupéennes ont été placées en liquidation judiciaire. Le secteur des services est le plus exposé (43 % des liquidations). Il est suivi par les secteurs de l'industrie (30 %) et du commerce (27 %). Dans le secteur des services, certaines branches sont particulièrement impactées, comme celles de l'hébergement-restauration et des sociétés de conseil et de sécurité.

Signature de neuf contrats de développement durable territoriaux

Le 13 juillet 2015, neuf contrats de développement durable territoriaux ont été signés entre neuf communes de Guadeloupe et le Conseil régional, pour un montant de 161 millions €. Ces contrats s'inscrivent dans la continuité de la politique d'accompagnement des communes du territoire. Ils définissent les engagements de la collectivité au bénéfice de la ville sur les six prochaines années. Les champs d'action prévus dans le cadre de ces contrats sont le développement économique, l'aménagement du territoire, la rénovation, la construction de nouveaux équipements et la cohésion sociale.

La consommation d'énergie se stabilise

Le 7 juillet 2015, l'Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie (ADEME) a présenté les chiffres clés 2014 de l'énergie en Guadeloupe. Les consommations d'énergie de la Guadeloupe sont stables depuis 2010. En 2014, la consommation totale d'énergie finale s'établit à 561 459 tonnes d'équivalent pétrole (tep). Le secteur des carburants liés au transport concentre 65 % de la consommation d'énergie finale. Il est suivi par les secteurs de l'électricité (27 %), des carburants hors pêche et combustibles (6 %) et du butane (2 %). En 2014, la somme des taxes et contributions des carburants collectées sur le territoire est estimée à 122 millions € (-9 % par rapport à 2013). La valeur monétaire totale des taxes et contribution à l'électricité s'élève à plus de 55 millions € (soit + 12 % par rapport à 2013).

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Saint-Barthélemy : projet de loi relatif à la réforme de la Collectivité

Le 11 juin 2015, les députés ont adopté diverses propositions portant sur la réforme de la Collectivité. Dans le domaine des transports, le projet de loi donne à la Collectivité la compétence de régulation de location de véhicules. Dans le domaine de la protection sociale, un amendement relatif à la création d'une caisse de sécurité sociale sur l'île a été ajouté dans le texte. Enfin, un amendement visant à accélérer la procédure d'adoption des sanctions pénales a également été ajouté.

Saint-Barthélemy : trafic aéroportuaire en hausse

En cumul sur le premier semestre 2015, le nombre de passagers commerciaux à Saint-Barthélemy s'élève à 104 624. Il enregistre une hausse de 5,3 % par rapport au premier semestre 2014. La plus forte hausse a été enregistrée au mois de juin (+20 % sur un an). Le trafic avec l'aéroport Juliana a augmenté de 21,3 % sur un an, celui avec Grand Case de 22,5 % et celui avec Pointe-à-Pitre de 3,9 %.

Saint-Martin : entrée en vigueur du nouveau taux relatif à la rénovation hôtelière

Le 1^{er} juillet 2015, le taux de réduction d'impôt applicable au secteur hôtelier au titre des travaux de rénovation et de réhabilitation est passé de 38,25 % à 45,9 %. Ce taux est désormais identique à celui en vigueur en Polynésie Française, dans les îles de Wallis-et-Futuna, dans les Terres australes et antarctiques françaises, à Saint-Pierre-et-Miquelon et en Nouvelle-Calédonie. Il s'applique seulement aux particuliers réalisant indirectement des travaux de rénovation hôtelière à Saint-Martin et bénéficiant à ce titre de la réduction d'impôt prévue à l'article 199 undecies B du code général des impôts (CGI). Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/>

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glisement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation	Guadeloupe	Mai	2015		130,2	-0,3 %	0,6 %
	(base 100 en 1998)	France entière				128,6	0,2 %	0,3 %
Demandeurs d'emploi (Source : Deccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)		Mai	2015		57 770	0,5 %	2,4 %
	(données CVS)							
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros)		Avril	2015		63,2	-	-17,2 %
	Importations (en cumul - millions d'euros)					828,9	-	-2,9 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées		Juin	2015		348	28,9 %	25,6 %
	(hors auto-entreprises)		Cumul annuel			2 041	-	-1,3 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire		Juin	2015		19 282	-1,0 %	-1,8 %
	Retraits de cartes bancaires (Flux)					385	34,6 %	-34,0 %

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glisement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Mai	2015		145 239	-20,2 %	2,5 %
			Cumul annuel			904 655	-	2,0 %
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Mai	2015		277 580	2,7 %	6,3 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)					72 768	-10,1 %	20,9 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Juin	2015		1 388	49,9 %	12,9 %
			Cumul annuel			7 231	-	3,6 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Juin	2015		18 410	26,7 %	11,1 %
			Cumul annuel			92 798	-	-8,8 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Tendances conjoncturelles »

Après avoir été en recul sur les quatre derniers trimestres, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse légèrement pour le début de l'année 2015 (+1,1 point). A 76,2 points, il s'établit à présent à 23,4 points mais reste en deçà de sa moyenne de longue période. Ce léger redressement s'explique par la progression notable de la composante prévisionnelle (+3,3 points), traduisant des anticipations plus favorables des chefs d'entreprise. Le redressement de l'ICA est limité en raison de la composante passée. Cette dernière reste en retrait (-2,3 points contre -3,4 au quatrième trimestre 2014), compte tenu de l'opinion défavorable des chefs d'entreprise sur l'évolution de leurs effectifs, mais également de leur trésorerie et de leur activité. Malgré la baisse de l'activité, les perspectives d'investissement à un an se rapprochent de leur moyenne de longue période. L'investissement des entreprises pour sa part recule de nouveau sur le premier trimestre de l'année. Ce contexte en demi-teinte est associé notamment à une dégradation sur le marché du travail avec une progression du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi. Dans un contexte de faible inflation, la consommation des ménages progresse, mais affiche des signes de fragilité.



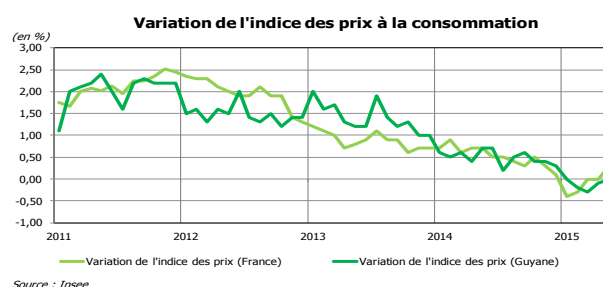
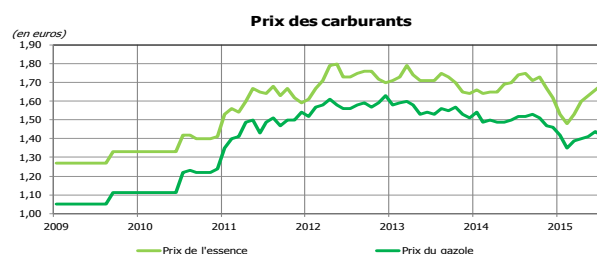
BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1er juillet 2015, le prix de vente au détail des carburants à 1,69 €/litre pour l'essence (+3 centimes) et 1,41 €/litre pour le gazole (-3 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est arrêté à 18,23 € contre 19,08 € en juin, soit une baisse de 85 centimes.

Prix à la consommation

En mai 2015, les prix à la consommation des ménages en Guyane sont en hausse (+0,3 %), après avoir été stables lors du mois précédent (+0,0 %). Cette augmentation trouve son origine dans l'accroissement des prix des services (+0,4 %) et de l'énergie (+0,8 %). Sur un an, l'inflation reste stable, malgré une augmentation des prix dans certains secteurs et la stabilité de ceux des produits manufacturés (0,0 %). Pour les autres DFA, les valeurs enregistrées sont supérieures à celles constatées pour la Guyane (+0,6 % en Martinique et en Guadeloupe). L'inflation pour la France entière a augmenté de 0,3 % en rythme annuel, tout comme pour la Réunion qui enregistre une légère hausse (+0,2 %).



BTP

Pour sortir de la crise du secteur du BTP qui frappe la Guyane depuis près de deux ans, différentes mesures ont été programmées dont certaines ont déjà été mises en œuvre. En effet, le lancement du processus de création d'une opération d'intérêt national (OIN) en Guyane en 2016 a été acté avec l'arrivée d'une mission dès juillet ayant vocation à préparer le projet de décret en Conseil d'État. Ce dispositif va élargir les compétences de l'État en matière d'urbanisme. Les discussions avec le Préfet ont également abouti à l'augmentation de la Ligne budgétaire unique (LBU) passant de 14 à 30 millions d'euros (+16 millions d'euros), ainsi qu'au déblocage administratifs de plusieurs chantiers en cours. Cette évolution significative de la LBU permettra la construction de plusieurs centaines de logements sociaux.

Aides publiques à l'emploi

L'Insee a publié, fin juin, une étude sur les aides publiques à l'emploi sur la période de 2007 à 2012. Celles-ci ont bénéficié à quelques 940 entreprises du secteur privé implantées en Guyane. Toutefois, l'évaluation de l'Insee ne permet pas de connaître précisément le nombre d'emplois que ces aides ont contribué à créer sur cette période. Il en ressort que les trois quarts des aides publiques à l'emploi sont destinées à des structures ayant « au moins un salarié », et 20 % à celles de « 10 salariés ou plus » (représentant 3 % des entreprises de Guyane). Les structures de taille plus modérée (entreprises sans salarié représentant 80 % du tissu des entreprises du département) perçoivent 14,3 % de ce type d'aides. Les aides directes (non remboursables, finançant les dépenses de fonctionnement et de développement) sont octroyées à hauteur de 31,4 % aux entreprises sans salariés, de 34,9 % à celles de moins de 10 salariés et 33,7 % pour celles avec plus de 10 salariés. Les aides au financement (garanties publiques facilitant l'accès aux emprunts bancaires) sont davantage concentrées au niveau des structures de moins de 10 salariés (51 % des aides, contre 30 % pour les entreprises sans salarié, et 19 % pour celles avec plus de 10 salariés). En outre, la répartition des aides selon le secteur d'activité est différente : le commerce et l'industrie sont ceux qui bénéficient de la part la plus significative, puis viennent l'hébergement, la construction et les activités scientifiques.

Emploi

Selon la dernière enquête emploi de l'Insee (parue fin juin), le taux de chômage s'établit à 22,3 % en 2014, plaçant ainsi la Guyane derrière la France hexagonale (9,9 %) et entre la Martinique (19,4 %) et la Guadeloupe (23,7 %). Les jeunes et les femmes demeurent les plus touchés par le chômage avec 40 % chez les moins de 25 ans et 28,5 % pour les femmes contre 16,9 % chez les hommes.

Bilan économique de la Guyane

L'Insee a publié son bilan économique 2014 sur le département de la Guyane. Ce bilan élaboré pour l'ensemble des régions françaises, dresse un état des lieux de l'économie autour de six thèmes communs à toutes les régions, enrichi de développements liés aux spécificités sectorielles régionales. L'activité guyanaise est en recul, résultant notamment d'une baisse de la commande publique affectant directement le secteur de la construction et d'un niveau élevé du chômage. Néanmoins, il est observé une baisse du chômage chez les moins de 25 ans, une progression des investissements des entreprises et des ménages et une activité spatiale très favorable. L'analyse de l'Insee laisse entrevoir une relance de l'activité économique, malgré une incertitude au niveau de l'investissement des entreprises.

Spatial

Le 22 juin 2015, Vega a lancé avec succès, depuis le Centre spatial guyanais, Sentinel-2A, le deuxième satellite du programme d'observation de la Terre (Copernicus). Il s'agissait du cinquième succès du lanceur depuis son premier lancement en 2012 et du second vol de l'année 2015. En parallèle, Arianespace a été sélectionnée par la société britannique OneWeb pour le déploiement de sa constellation de 900 satellites destinée à donner l'accès à l'internet haut débit et de faible latence, à un prix abordable sur l'ensemble de la planète. L'agence fédérale spatiale russe (Roskosmos) a signé un contrat avec Arianespace et OneWeb portant sur 21 mises en orbite de 672 satellites envoyés par Soyouz depuis le centre spatial de Kourou et le cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan). Le contrat prévoit en option, 5 lancements Soyouz supplémentaires et 3 d'Ariane 6, le futur lanceur dont l'entrée en service est prévue à l'horizon 2020. Les satellites seront fabriqués par la société Airbus Defence and Space.

ACTUALITES RÉGIONALES

Enjeux pétroliers régionaux

A la suite de la découverte de 269 blocs de pétrole en 2006 au large de Rio de Janeiro, le Brésil offre la possibilité à des investisseurs étrangers de pouvoir entrer sur le marché brésilien avec une vente aux enchères. Dans le même temps, la vente de 14 blocs d'exploitation au large de l'Etat d'Amapa, conduit le gouverneur à se mobiliser pour le développement du secteur pétrolier dans sa région. Cette opération représente pour cette région une opportunité de développement des filières industrielles, des retombées fiscales importantes et à la clef de nombreuses créations d'emplois. Cette opportunité doit s'accompagner par la mise en place d'infrastructures, d'une amélioration du cadre institutionnel et législatif pour favoriser le développement local et permettre ainsi d'attirer un plus grand nombre d'investisseurs.

A environ 220 km au large des côtes du Guyana, un gisement de pétrole de 1,5 milliard de barils a été identifié. Cette découverte remet sur le devant de la scène le problème du tracé de la frontière entre le Guyana et le Venezuela. En effet, ces deux pays s'opposent depuis plusieurs années sur la délimitation de leur territoire et ce différend frontalier pourrait être arbitré par l'ONU.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs		Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Mai-15	127,5	[0,3%]	[0,0 %]	Insee
		↑	Prix administré du litre d'essence	Juil-15	1,69	[1,8%]	[-2,9%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Mai-15	22 937	-[0,5%]	[6,2%]	Pôle emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Mars-15	8 083	[-2,8%]	[1,2%]	Pôle Emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Juin-15	19 125	-[0,1%]	[11,9%]	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	Juin-15	11,0 M€	[2,7%]	[18,0%]	Caf
			Cumul	64,8 M€		[15,6%]		
	CONSUMMATION	↓	Importations de biens de consommation (BC) (2)	Avr-15	15,3 M€	-2,6%	-6,2%	Douanes
				Cumul	55,4 M€		2,0%	
		↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Mai-15	266	-6,1%	-12,3%	Somafi
			Cumul	1 600		2,0%		
	INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Avr-15	34,5 M€	10,7%	-6,5%	Douanes
			Cumul	119,9 M€		-20,6%		
↓		Ventes de véhicules utilitaires	Mai-15	68	-17,6%	-14,7%	Somafi	
		Cumul	361		-8,0%			
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Exportations (2)	Avr-15	10,4 M€	-18,4%	-52,5%	Douanes	
			Cumul	40,3 M€		-48,8%		
	↓	Importations (2)	Avr-15	100,4 M€	-4,4%	-27,9%	Douanes	
		Cumul	382,7 M€		-30,5%			
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à Juil-15	6 tirs (3 Ariane 5, 1 Soyouz, 2 Vega)		5 tirs à Juil-14	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à Juil-15	10 satellites		10 satellites	
	BTP	↓	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Mai-15	5 188 tonnes	-4,4%	-23,3%	Ciments guyanais
				Cumul	28 706 tonnes		-20,9%	
	INDUSTRIE	↓	Exportations d'or en volume (2)	Avr-15	129 kilos	-11,3%	-33,5%	Douanes
				Cumul	356 kilos		-0,3%	
		↓	Exportations d'or en valeur (2)	Avr-15	4,5 M€	-4,3%	-31,4%	Douanes
				Cumul	11,8 M€		2,6%	
	↓	Cours de l'once d'or	Juin-15	1 181,88 \$	[-1,4%]	[-7,6%]	London Bullion Market Assoc./AFD	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (2)	Avr-15	65 tonnes	-0,3%	128,0%	Douanes
				Cumul	176 tonnes		63,2%	
		↓	Exportations de poissons (2)	Avr-15	66 tonnes	-27,4%	-23,4%	Douanes
		Cumul	310 tonnes		1,2%			
TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Mai-15	37 198	5,9%	9,6%	CCIRG	
			Cumul	173 929		4,8%		

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

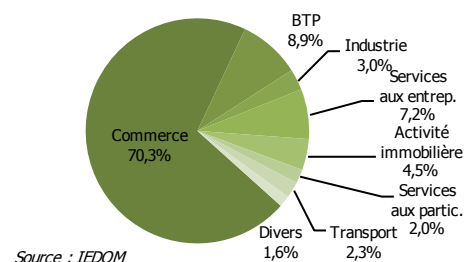
ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Recul des incidents de paiement sur effets au 1^{er} semestre 2015

Au 30 juin 2015, le montant cumulé des incidents de paiement sur effets s'inscrit en repli par rapport au premier semestre 2014 (-14,5 % à 3,2 millions d'euros).

Le secteur du commerce concentre à lui seul 70,3 % du montant des incidents de paiement enregistrés au cours des six premiers mois de l'année (+11,2 points sur un an). Viennent ensuite les secteurs du BTP (8,9 %, +0,4 point) et des services aux entreprises (7,2 %, -6,1 points), les autres secteurs d'activité regroupant moins de 5 % du montant cumulé des incidents de paiement sur effets.

Répartition par secteur d'activité au 1^{er} semestre 2015

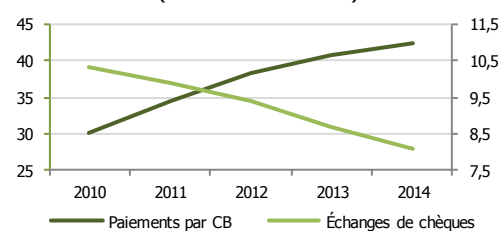


Progression des paiements par carte bancaire et repli du recours au chèque

La tendance observée en Martinique au cours des dernières années est la même qu'au niveau national : le recours au chèque décroît, au profit de l'utilisation de la carte bancaire qui conforte sa première place en nombre de transactions. Entre 2010 et 2014, le nombre de paiements par carte a connu une croissance de 40,3 %, le nombre de retraits dans les automates bancaires a augmenté de 4,7 %, alors que le nombre de chèques échangés est en recul de 21,4 %.

L'utilisation de la carte bancaire, comparativement à celle du chèque, permet en effet de mieux répondre aux deux principales attentes des consommateurs et des commerçants, à savoir la rapidité et la sécurité des transactions.

Usage de la carte bancaire et du chèque (en millions d'unités)



BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Conjoncture économique : quelques signes d'amélioration en début d'année

L'IEDOM a publié son bulletin trimestriel de conjoncture pour la Martinique, qui fait ressortir quelques signes d'amélioration de l'activité économique au premier trimestre. Le climat des affaires est sensiblement mieux orienté que par le passé, l'indicateur du climat des affaires se situant à un niveau très proche de sa moyenne de longue période, pour la première fois depuis plus de six ans. La consommation des ménages donne quelques signes de reprise et l'investissement progresse. Toutefois, le marché du travail reste dégradé, avec un chômage en hausse. Sur le plan sectoriel, le commerce semble évoluer favorablement, mais la situation est plus mitigée pour le BTP. S'agissant du tourisme, la croisière connaît un indéniable succès, alors que la situation reste globalement difficile dans l'hôtellerie. Tendances conjoncturelles est disponible en ligne : <http://www.iedom.fr/martinique/publications-47/les-notes-expresses-247/les-notes-expresses-tendances-220/juin-2015.html>

Chômage : taux moyen de 19,4 % en 2014

L'INSEE a rénové les modalités de réalisation de l'Enquête Emploi. Désormais, le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) est évalué dans les DOM comme en métropole tout au long de l'année et non plus uniquement sur le deuxième trimestre. Compte tenu du changement de méthode, ce taux ne peut être comparé directement avec le dernier taux publié.

Pour la Martinique, le taux de chômage moyen s'élève à 19,4 % en 2014. Il est sensiblement plus élevé que le taux observé en métropole (9,9 %), mais il est inférieur à celui des autres DOM. En Martinique, comme en métropole, le genre impacte peu le taux de chômage, mais l'âge est un facteur déterminant. Ainsi, chez les moins de 25 ans, le taux de chômage atteint 50,6 %.

L'Enquête Emploi de l'INSEE est disponible en ligne : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=23&ref_id=23088

Activité, emploi et chômage en Martinique

		Taux d'activité	Taux d'emploi	Taux de chômage
Ensemble	15 ans ou plus	51,6%	41,6%	19,4%
	15-64 ans	65,4%	52,6%	19,6%
	15-24 ans	26,6%	13,1%	50,6%
	25-49 ans	81,4%	64,3%	21,0%
Hommes	15-64 ans	63,1%	56,3%	10,9%
	15-64 ans	63,1%	56,3%	10,9%
Femmes	15 ans ou plus	54,2%	44,0%	18,9%
	15-64 ans	67,7%	54,8%	19,1%
Femmes	15 ans ou plus	49,6%	39,8%	19,9%
	15-64 ans	63,6%	50,9%	20,0%

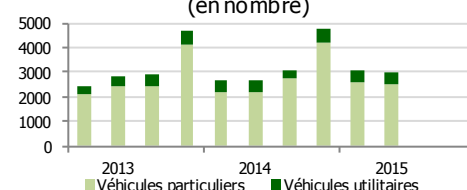
Source : INSEE, Enquête Emploi 2014.

Ventes de véhicules : repli au deuxième trimestre

Les ventes de véhicules neufs sont en baisse au deuxième trimestre à 2 997 (-2,2 %) mais restent favorablement orientées sur un an (+10,4 %). Dans le détail, les immatriculations de véhicules utilitaires sont en hausse (+6,6 % sur le trimestre à 504), alors que celles concernant les particuliers sont en repli (-3,8 % à 2 493).

Dans la catégorie des véhicules de tourisme, la part des modèles français se contracte (-0,4 point sur le trimestre) au profit des marques étrangères (+0,4 point à 62,0 % de part de marché). De plus, la part du diesel dans le parc poursuit son repli (-9,9 points sur un an) pour atteindre 45,8 % à fin juin 2015.

Immatriculations de véhicules neufs (en nombre)



Conseil général : stabilité financière et baisse de l'endettement en 2014

La situation financière du Département est stable en 2014. En effet, l'encours de dettes continue de décroître, alors que la capacité d'autofinancement est en léger repli, à 43 millions d'euros, les recettes réelles de fonctionnement progressant à un rythme légèrement inférieur à celui des dépenses de même nature.

Dans les dépenses de fonctionnement, les subventions octroyées s'élèvent à 402 millions d'euros, soit plus des deux-tiers des dépenses réelles (dont 289 millions d'aides à la personne). Pour leur part, les dépenses de personnel représentent 125 millions d'euros.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 92 millions d'euros pour 89 millions d'euros de recettes.

A 284 millions d'euros, l'endettement reste important, mais continue de décroître. La capacité d'autofinancement permet de faire face aux remboursements d'emprunts (en 2014, la capacité de désendettement s'établit à 6,6 ans).

Comptes administratifs simplifiés du Département

(en millions d'euros)	2010	2011	2012	2013	2014	Var. 2014/2013	
Recettes réelles de fonct.	556	591	599	607	634	27	4,4%
Dépenses réelles de fonct.	515	538	543	563	591	28	5,0%
Charges de personnel	107	111	112	116	125	9	7,9%
Achats et charges externes	43	45	44	45	50	5	10,7%
Subventions et contingents	345	364	372	387	402	15	3,8%
Capacité d'autofinancement	41	53	56	44	43	-1	-2,9%
Recettes d'investissement	83	91	112	97	89	-8	-8,4%
Dépenses d'investissement	91	88	115	106	92	-14	-13,1%
Dépenses d'invest. directes	31	36	37	46	47	1	2,7%
Subv. d'équipement versées	15	13	12	14	17	2	15,4%
Remb. en capital des emprunts	27	28	30	29	26	-2	-8,5%
Besoin de financement	8	-3	3	9	3	-6	ns
Annuité des dettes bancaires	38	39	40	38	35	-3	-8,7%
Encours des dettes bancaires	351	334	315	296	284	-11	-3,9%

Sources : Ministère de l'Economie et des Finances, DRFIP de Martinique

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Coopération régionale : 36^e sommet de la CARICOM à Barbade

Les chefs de gouvernement de la région se sont réunis à Barbade du 2 au 4 juillet 2015, pour le sommet annuel de la CARICOM sous la présidence du 1^{er} ministre barbadien, Freundel Stuart. Les discussions ont porté sur les préoccupations énergétiques, le changement climatique, la criminalité et la sécurité, les finances, le transport régional et les objectifs de développement post 2015.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- mai 2015	131,4	+0,1 %	+0,6 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- avril 2015	44 047	+0,3 %	+0,3 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- mars 2015	22 288	-2,7 %	+1,2 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés <i>Données non consolidées</i>	- mai 2015	43 353	+5,2 %	+3,4 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- avril 2015	241,3	-1,7 %	-3,8 %
	Hors produits pétroliers		173,6	-9,1 %	+2,9 %
	Exportations (millions d'euros)	- avril 2015	36,8	-25,5 %	-33,9 %
	Hors produits pétroliers		18,6	19,4 %	+0,7 %
Grande distribution (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel	- avril 2015	15,2 %		-6,9 pts
	Hors produits pétroliers		10,7 %		-0,2 pt
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- avril 2015	46,7	+2,6 %	-4,5 %
		- cumul annuel	182,1		-0,4 %
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- mai 2015	15 625	+0,6 %	-5,9 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- mai 2015	2 420	+0,1 %	-5,1 %

INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- juin 2015	108 967	-7,2 %	-1,7 %
		- cumul annuel	833 835		-2,3 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juin 2015	0	nd	nd
		- cumul annuel	190 049		+38,0 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mars 2015	16 236	+21,7 %	+9,1 %
		- cumul annuel	43 556		+0,3 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- juin 2015	1 052	+61,1 %	+34,0 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- juin 2015	204	+46,8 %	-7,3 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		6 062		+12,9 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication du rapport annuel de l'IEDOM pour La Réunion



Le rapport annuel de l'IEDOM pour La Réunion portant sur l'année 2014 a été présenté lors de la conférence de presse organisée le 16 juin 2015 à l'agence de Saint Denis. Cette monographie analyse, dans un premier chapitre, les caractéristiques structurelles de La Réunion, puis dresse le panorama de l'économie réunionnaise à partir des principaux indicateurs économiques. Un troisième chapitre détaille les différents secteurs d'activité qui constituent l'économie locale, en soulignant leurs dynamiques et leurs problématiques propres. Enfin, l'évolution monétaire et financière locale fait l'objet d'un quatrième chapitre portant sur l'organisation du secteur, les grandes tendances de l'activité bancaire en termes d'encours de crédits et de collecte de dépôts et la situation financière des principales banques et sociétés financières de la place.

Le rapport est disponible en téléchargement sur le [site de l'IEDOM](#).

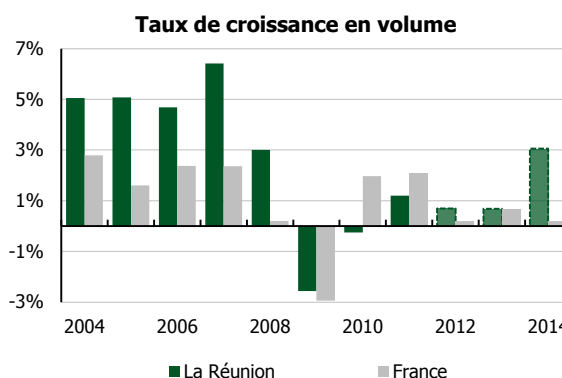
Hausse de la performance financière des banques locales en 2014

En 2014, la situation agrégée des quatre principales banques locales de la place affiche une nouvelle progression de 3,4 % de leur résultat net après impôt. Il atteint ainsi un niveau supérieur à celui d'avant l'éclatement de la crise financière. Le système bancaire réunionnais reste néanmoins confronté à une demande de crédits atone et à un poids des créances douteuses qui demeure élevé. Leur produit net bancaire (PNB), qui correspond à la marge brute dégagée par les activités bancaires, se redresse (+2,6 %), après deux années consécutives de baisse. Toutefois, cette légère progression s'explique simplement par une baisse de leurs charges d'exploitation bancaire plus rapide que celles de leurs produits d'exploitation.

L'analyse du secteur bancaire réunionnais en 2014 est disponible dans le [rapport annuel de l'IEDOM](#).

La Réunion renoue avec la croissance en 2014

En 2014, l'activité amorce une reprise : le PIB progresse de 3,1 % en volume, selon les estimations réalisées dans le cadre du partenariat Cerom. Après deux années atones, l'économie réunionnaise semble ainsi retrouver ainsi un niveau de croissance qui n'avait pas été observé depuis le début de la crise en 2009. Ce net rebond est soutenu par la stabilité des prix du PIB (0 % après +0,9 % en 2013). En France, la croissance reste faible (+0,2 %). A La Réunion, la consommation reste le moteur principal de la croissance, mais elle trouve un relais avec le rebond de l'investissement (+6,8 % en volume).



Sources : Insee, comptes définitifs (2001-2011) ; Cerom, comptes rapides (2012-2014)

Les résultats des estimations issues des comptes rapides sont disponibles dans le [bilan économique 2014 de l'Insee](#).

Évolutions contrastées des taux moyens des crédits aux entreprises en janvier 2015

Entre octobre 2014 et janvier 2015, les taux moyens des crédits octroyés aux entreprises réunionnaises continuent d'enregistrer des évolutions contrastées. Les conditions débitrices des banques se sont inscrites en baisse sur le trimestre pour l'escompte, ainsi que pour les crédits à moyen et long termes. Inversement, le coût du crédit des autres financements à court terme s'inscrit en hausse. À noter que pour les crédits à moyen et long termes, la baisse ne concerne que les crédits de montant élevé, tandis que les premières tranches de montant s'inscrivent en hausse.

Une partie de l'écart significatif avec les taux appliqués en France métropolitaine s'explique par des effets de structure, notamment pour les découverts et pour l'escompte. Le tissu d'entreprises à La Réunion est en effet composé majoritairement de TPE et PME indépendantes, qui ne bénéficient pas des mêmes conditions d'accès au crédit que les grandes entreprises.

L'Info Financière « Coût du crédit aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Jun 2015	130,3	+0,1 %	-0,3 %
	IPC France entière		128,5	-0,1 %	+0,3 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Avril 2015	26 087	-1,7 %	-2,9 %
	Cumul (milliers d'euros)		97 247	-	+3,2 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Avril 2015	393,0	+1,5 %	-0,7 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Avril	1 463,9	-	-0,5 %
	Exportations (millions d'euros)	Avril 2015	26,5	-9,0 %	+2,9 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Avril	90,1	-	-8,4 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Mai 2015	135 600	+0,4 %	+0,7 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Mai 2015	145 467	-7,0 %	+2,7 %
	Cumul	cumul Mai	641 143	-	+3,2 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	1 ^{er} trimestre 2015	228 500	-19,6 %	+3,3 %
	Cumul	cumul Mars	228 500	-	+3,3 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Avril 2015	7 583	-	+29,6 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Avril 2015	128,8	-	+37,0 %
	Effectifs salariés du BTP	Avril 2015	16 060	+0,3 %	+98,5 %

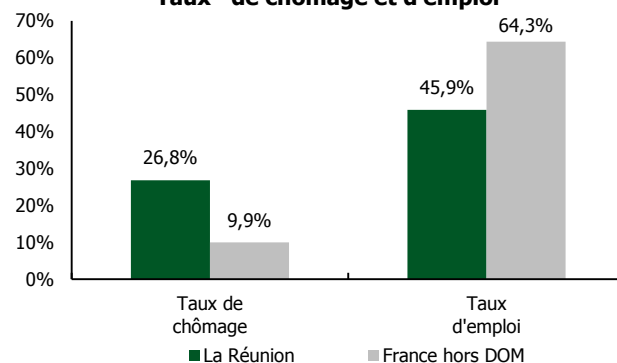
Baisse du taux de chômage en 2014

En 2014, 94 200 personnes sont au chômage à La Réunion, soit 26,8 % de la population active. L'enquête emploi ayant été renouvelée, ce taux de chômage en moyenne annuelle n'est pas comparable à celui publié précédemment pour le 2^e trimestre 2013. Néanmoins, entre les 2^e trimestres 2013 et 2014, le taux de chômage est estimé en baisse de 1,3 point. Il reste plus élevé qu'aux Antilles ou en Guyane, et près de trois fois supérieur à celui de la France métropolitaine (9,9 %). Au-delà de la définition stricte du chômage, 57 000 personnes sont inactives mais souhaitent travailler.

Seulement 45,9 % de la population en âge de travailler occupe un emploi. Avec 18 points de moins qu'en France hors DOM (64,3 %), les Réunionnais ont le plus faible taux d'emploi des DOM, hors Mayotte.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](http://site.de.l'Insee).

Taux* de chômage et d'emploi



* taux de chômage des 15 ans et plus ; taux d'emploi des 15-64 ans
Source : Insee, enquête Emploi 2014

Hausse de l'emploi dans le secteur privé au 1^{er} trimestre 2015

L'emploi dans le secteur privé progresse de 1,8 % (CVS) au premier trimestre 2015 par rapport au quatrième trimestre 2014, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), contre +0,1 % au niveau national. Cette hausse est portée par le secteur des « autres services », du commerce et de l'hébergement-restauration.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

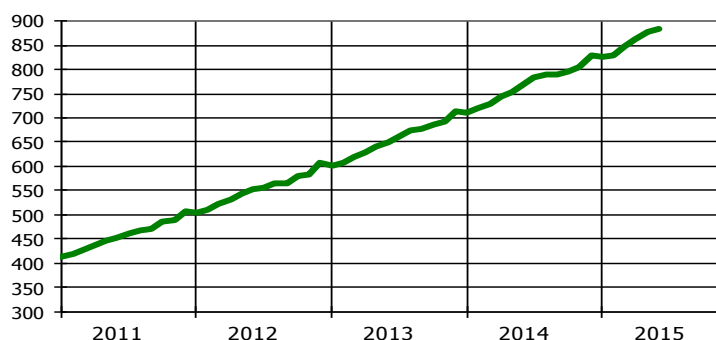
Les émissions nettes de billets

En juin 2015, les émissions nettes de billets ont augmenté de 5,8 millions d'euros, après une hausse de 15,9 millions le mois précédent, et s'établissent à 883,1 millions d'euros.

Le nombre de billets émis en juin (16,1 millions) est constitué à 70,9 % par la coupure de 50 € (qui représente 64,7 % de la valeur globale de l'émission nette de billets).

La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en valeur qu'en nombre, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc appréciée de 31 centimes pour s'établir à 54,81 € au 30 juin 2015.

Émissions nettes cumulées de billets



Source : IEDOM

Tendances conjoncturelles du premier trimestre 2015 : les entreprises peinent à recouvrer la confiance en leur activité

L'IEDOM Mayotte a publié les tendances conjoncturelles pour le premier trimestre 2015. L'Indicateur du climat des affaires (ICA) chute de 4,2 points pour se situer en dessous de sa moyenne de longue période (-1,6 point). Conformément aux prévisions pessimistes formulées par les chefs d'entreprise au dernier trimestre 2014, les réalisations du premier trimestre 2015, principalement le niveau de l'activité et les délais de paiement, expliquent entièrement cette dégradation, tandis que les perspectives pour le deuxième trimestre permettent de l'atténuer légèrement. L'activité des secteurs s'est une nouvelle fois détériorée. Toutefois, les chefs d'entreprise anticipent une légère amélioration au deuxième trimestre.

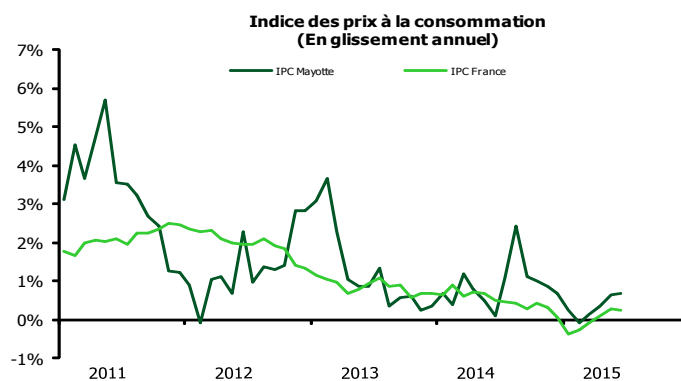
[Les tendances conjoncturelles du premier trimestre 2015 sont disponibles sur le site de l'IEDOM.](#)

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Les prix diminuent en juin

En juin 2015, l'Indice des prix à la consommation (IPC) diminue de 0,1 % (après une augmentation de 0,3 % en mai). Ce léger repli s'explique essentiellement par la contraction des prix des services (-0,6 %) et plus modestement par celle des prix de l'alimentation (-0,1 %). En revanche, les prix de l'énergie et des produits manufacturés augmentent de, respectivement, 1,3 % et 0,1 %.

Sur un an, l'IPC poursuit sa progression et s'accroît de 0,7 % entre juin 2014 et juin 2015 (après +0,7 % en mai). Les prix des services (+2,7 %) et ceux de l'alimentation (+1,4 %) portent cette hausse tandis que ceux de l'énergie (-2,5 %) et des produits manufacturés (-1,6 %) reculent.

Base 100 : année 2006
Source : INSEE

Baisse de la fréquentation touristique en 2014

L'Insee, en collaboration avec le Comité du tourisme de Mayotte, a dévoilé les résultats de l'enquête sur les flux touristiques à Mayotte en 2014, menée tout au long de l'année sur le site de l'aéroport de Dzaoudzi. Il en résulte une réduction de 4,0 % de la fréquentation touristique entre 2013 et 2014, 50 500 touristes ayant visité Mayotte (contre 52 400 en 2013).

Ce repli impacte de manière différenciée toutes les catégories de touristes. Ainsi, le tourisme d'agrément (loisirs, détente, découverte de l'île) qui représente 22,0 % des visiteurs, et le tourisme affinitaire (visite des proches, de la famille, des amis), 55,0 % des touristes, enregistrent des diminutions respectives de 7,0 % et 4,0 %. Le tourisme d'affaires est moins affecté, mais recule de 1,0 %.

Les touristes viennent majoritairement de la France métropolitaine (59,0 %) et de La Réunion (36,0 %). Cependant, la fréquentation des touristes réunionnais chute de 8,0 % tandis que les visiteurs en provenance de la France métropolitaine progressent de 2,2 %.

En parallèle, les dépenses touristiques se réduisent également. En 2014, les touristes ont dépensé 26,0 millions d'euros durant leur séjour, soit 10,0 % de moins qu'en 2013. Cette diminution s'explique autant par la baisse du nombre de touristes que par celle de la dépense journalière des touristes, en moyenne de 20,0 euros par jour en 2014 (3,0 euros de moins qu'en 2013).

[Pour plus d'informations, la note n° 6 – Juin 2015 est disponible sur le site de l'INSEE.](#)

Signature du document stratégique Mayotte 2025 et du Contrat de plan État-Région (CPER) 2015-2020

Lors de sa visite officielle à Mayotte au mois de juin, le Premier ministre a signé le document stratégique Mayotte 2025 ainsi que le CPER 2015-2020.

Au cours de sa venue en août 2014, le Président de la République avait souhaité l'élaboration d'un document stratégique qui trace l'évolution de Mayotte pour les dix années à venir. Mayotte 2025 est ainsi un document de 23 pages résultant d'un travail collégial de sept groupes de réflexion qui ont rassemblé les acteurs politiques, économiques et de la société civile mais également les services de l'État, du Département et des collectivités locales. Le document, qui se veut être une feuille de route pour le cheminement de Mayotte vers le droit commun de la République, est structuré en six orientations : un cadre institutionnel performant ; une éducation de qualité, des formations et une politique d'insertion adaptée aux besoins du territoire ; un tissu économique développé ; un secteur sanitaire et une cohésion sociale exemplaires ; une politique de l'habitat et de la ville adaptée ; et une gestion durable des richesses naturelles du département.

Le CPER 2015-2020 engage l'État et le Département sur un plan d'investissement ambitieux, d'un montant total de 378,5 millions d'euros, dont 193,0 millions d'euros par l'État et 185,5 millions d'euros par le Département. Couplé avec le programme opérationnel des fonds européens, il en résulte une enveloppe d'environ 700,0 millions d'euros destinée, entre autre, aux investissements en faveur du développement économique de l'île sur la période 2015-2020.

Séminaire régional sur la microfinance

Un séminaire régional sur la microfinance, intitulé « *Économie informelle, création d'entreprise et pérennité de l'emploi : quel rôle pour la microfinance ?* », s'est tenu durant deux jours au sein des locaux de la mairie de Mamoudzou. Co-organisé par l'Agence française de développement (AFD), la Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Mayotte (Diccte) et l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie), le séminaire avait notamment pour objectif de mieux appréhender le secteur informel et de comprendre le rôle potentiel de la microfinance comme outil de lutte contre l'exclusion sociale. Le groupe de travail a réuni des participants venus de plusieurs îles de l'océan Indien qui ont échangé autour de quatre tables rondes qui avaient pour thèmes : les outils de mesure du secteur informel ; les outils et les enjeux de la microfinance pour favoriser l'inclusion socio-économique ; le positionnement par rapport au secteur bancaire et les contraintes locales, socioculturelles, techniques ou réglementaires ; ainsi que l'accompagnement des bénéficiaires.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		juin-15	118,4	-0,1%	0,7%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		mars-15	10 787	3,9%	26,0%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-15	40 551	21,2%	0,0%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	mars-15	110 639	-	7,6%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-15	731	131,9%	31,6%
		cumulées	mars-15	1 318	-	18,9%
	Taux de couverture	mensuel	mars-15	1,80%	0,86 pt	0,90 pt
		cumulé	mars-15	1,19%	0,35 pt	0,28 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	mars-15	439	27,6%	9,5%
		cumulés	mars-15	1 320	-	11,1%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	mars-15	22 027	34,7%	3,8%
		cumulés	mars-15	64 590	-	4,6%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	mars-15	25,3	-12,9%	-7,1%
		cumulés	mars-15	78,4	-	2,1%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	mars-15	602	-80,4%	-8,0%
		cumulées	mars-15	16 805	-	56,7%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		mars-15	41 024	0,3%	2,6%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	mars-15	70 381	-	6,2%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	mars-15	10 813	6,3%	6,4%
		cumulée	mars-15	30 883	-	4,0%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	mars-15	212	1,0%	12,8%
		cumulées	mars-15	634	-	11,2%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	mars-15	492	-8,6%	-32,0%
		cumulées	mars-15	1 515	-	-31,1%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	mars-15	1,8	105,8%	-
		cumulées	mars-15	3,6	-	-
	- en milliers euros	mensuelles	mars-15	18,1	109,4%	-
		cumulées	mars-15	35,6	-	-

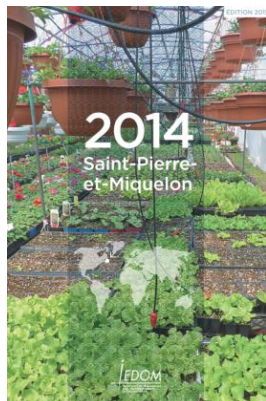
(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publications récentes de l'IEDOM



✓ L'IEDOM a dévoilé son rapport annuel relatif à l'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2014. Cette publication s'attache à donner un panorama de l'économie de l'archipel. Elle permet notamment de procéder à une revue sectorielle de l'activité économique ainsi qu'à une analyse de la situation monétaire et financière de la place.

✓ Par ailleurs, l'Institut d'Emission publie ses « Tendances conjoncturelles » au premier trimestre 2015. L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon s'y révèle en légère amélioration en ce début d'année.

Retrouvez l'intégralité des publications de l'IEDOM sur le site :

<http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/>

Vous pouvez également vous abonner (gratuitement) aux publications dans la rubrique : Abonnement aux publications (<http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/abonnement-aux-publications-188/>)

Surendettement

Depuis sa dernière tenue en mars 2015 la commission de surendettement de Saint-Pierre n'a pas eu de nouveau dossier à traiter. Pour rappel, cette commission s'inscrit dans un dispositif d'accompagnement, en amont et en aval, des débiteurs surendettés par les acteurs de la sphère sociale.

Les ratios sectoriels dans les DOM

L'IEDOM a publié en mai dernier des ratios sectoriels relatifs à l'activité, à la structure d'exploitation, à la capacité bénéficiaire, à la répartition des revenus et à l'autonomie financière des entreprises. Ils donnent une vision transversale des performances des différents secteurs constitutifs du tissu économique.

Ces ratios sont déterminés à partir d'un échantillon représentatif d'entreprises ayant au moins deux bilans consécutifs saisis dans le Fichier des entreprises de la Banque de France (FIBEN) ou dans le Fichier des entreprises de l'Outre-mer.

L'ensemble des ratios est disponible pour chaque DOM à l'adresse suivante : [IEDOM - Ratios sectoriels](#)

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Changement d'actionnaire principal à la BDSPM

Initié au quatrième trimestre 2014, le rachat de la BDSPM, de la Banque de La Réunion et de la Banque des Antilles françaises par la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse (CEPAC) se concrétise.

La CEPAC doit encore obtenir l'agrément de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), pour finaliser l'opération auprès du groupe Banque Populaire Caisse d'Épargne International et Outre-mer (BPCE IOM). Elle règlera 1 milliard d'euros pour l'ensemble : 314 millions d'euros, payés sur ses fonds propres, pour reprendre les trois réseaux et leurs 800 employés, et près de 700 millions d'euros pour le portefeuille de crédits associés.

L'appel d'offre pour le nouvel abattoir à Miquelon déclaré infructueux

Lancé en 2010, le projet d'abattoir qui devrait permettre d'accroître les capacités de production/transformation de viande sur l'archipel, a été déclaré de nouveau infructueux. Le coût très élevé des prestations proposées et le faible taux de réponse à l'appel sont mis en avant par la Préfecture pour expliquer ce refus.

Lancement du projet d'acquisition de deux ferries par la Collectivité Territoriale

Dans le cadre de sa politique de désenclavement de l'archipel, la collectivité Territoriale a autorisé son Président, Stéphane Artano, à signer le marché de construction de deux navires ferries, pour un montant de 26 millions d'euros. L'acquisition de deux ferries plutôt qu'un seul vise à assurer la continuité du transport maritime. Ces deux navires assureront la liaison entre Saint-Pierre, Miquelon et Fortune. Ils permettront le transport de passagers, de véhicules de tourisme et de véhicules utilitaires. Ils auront également la capacité de transporter du fret de marchandises. La livraison des navires est prévue à l'horizon 2017.

Projet d'absorption de la MGET par la MGEN

Réunis en Assemblée générale les 17 et 18 juin, les délégués de la MGET (Mutuelle Générale Environnement et Territoires) ont approuvé à 94% le projet de rapprochement entre leur mutuelle et la MGEN (Mutuelle générale de l'Éducation nationale). Ce rapprochement prendra la forme d'une fusion absorption au 1^{er} janvier 2016, sous réserve de l'autorisation de l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, l'organe de supervision français de la banque et de l'assurance adossé à la Banque de France).

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Léger repli de la croissance canadienne

Le PIB réel canadien a diminué de 0,6 % au cours du premier trimestre de 2015. Ce recul est en bonne partie attribuable aux effets de la chute du prix du pétrole, puisque les activités de soutien à l'extraction du pétrole et du gaz ont subi un recul de 76 %.

La faiblesse de l'économie américaine a également contribué au recul du PIB réel canadien, comme en témoigne la baisse de 1,1 % des exportations au premier trimestre.

Les prévisionnistes anticipent un rebondissement de la croissance au second trimestre, alors que les effets résultant de la chute du prix du pétrole s'atténueront et que la croissance économique rebondira aux Etats-Unis.

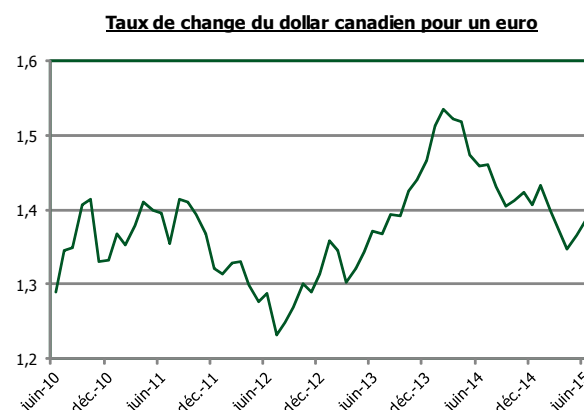
Légère appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien

La tendance baissière observée depuis le début d'année 2014 se ressent toujours sur la variation annuelle du taux de change CAN/EUR (-5,14 % entre juin 2014 et juin 2015). Cependant au deuxième trimestre 2015, des signaux positifs d'appréciation de l'euro sont à relever, le taux de change progressant de 0,74 %.

Il s'établit ainsi à 1,3839 CAN/EUR au 30 juin 2015 contre 1,3738 CAN/EUR au 31 mars.

Cette situation peut s'expliquer par la dépréciation qu'a connu le cours du baril de pétrole Brent depuis juin 2014. Celle-ci aurait du entraîner une moindre inflation importée en Europe et donc un écart des taux d'intérêts réels favorable à l'euro. Cependant, la BCE a mis en œuvre une politique monétaire politique dite d'« assouplissement quantitatif », ce qui a eu pour effet de faire baisser les taux d'intérêts. Par conséquent le différentiel de taux d'intérêt s'est trouvé plus favorable au Canada et mécaniquement le cours de l'euro a baissé par rapport au dollar canadien.

La récente appréciation de l'euro peut alors paradoxalement être analysée comme résultant d'une amélioration de la balance commerciale de l'UE par rapport à celle du Canada, en raison des gains de compétitivité prix dégagés par les entreprises européennes dans un contexte d'euro faible.



Source : banque-France.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation trimestrielle	Variation annuelle
Prix (Source : Préfecture)	Indice des prix à la consommation Base 100 en 1998	juin-14	-	+0,6%	+1,7%
Emploi (Source : DCSTEP)	Nombre de demandeurs d'emploi (catégories A et B)	mars-15	360	+34,3%	-2,4%
	Nombre de demandeurs d'emploi (toutes catégories)	mars-15	485	+23,4%	-0,6%
RSA (Source : CPS)	Nombre de bénéficiaires	fin mai-15	41	-2,4%	0,0%
	Nombre de personnes à charge	fin mai-15	69	-10,4%	-10,4%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros)	mars-15	20 137	-11,1%	-7,2%
	Exportations (milliers d'euros)	mars-15	25	-83,2%	-79,3%
	Déficit commercial (milliers d'euros)	mars-15	-20 112	-10,6%	-6,7%

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	Variation trimestrielle	Variation annuelle
Pêche Artisanale (Source : Pôle Maritime)	Débarquements (en tonnes)	mars-15	234	-26,4%	n-s
Pêche Industrielle (Source : Pôle Maritime)	Débarquements (en tonnes)	mars-15	807	+86,8%	+392,1%
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Nombre de passagers (arrivées + départs)	mars-15	8 596	+8,6%	+8,4%
	Mouvements d'avions	mars-15	652	-15,1%	+15,8%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mars-15	53	-17,2%	+12,8%

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2015 - JORF du 27/12/2014

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
	1,00%	1,00%	1,50%	2,00%	0,75%
Autres cas :	0,93%			* hors prime d'Etat	

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0500%	-0,0270%	-0,0800%	-0,0600%	-0,0640%	-0,0140%	0,0500%	0,1640%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

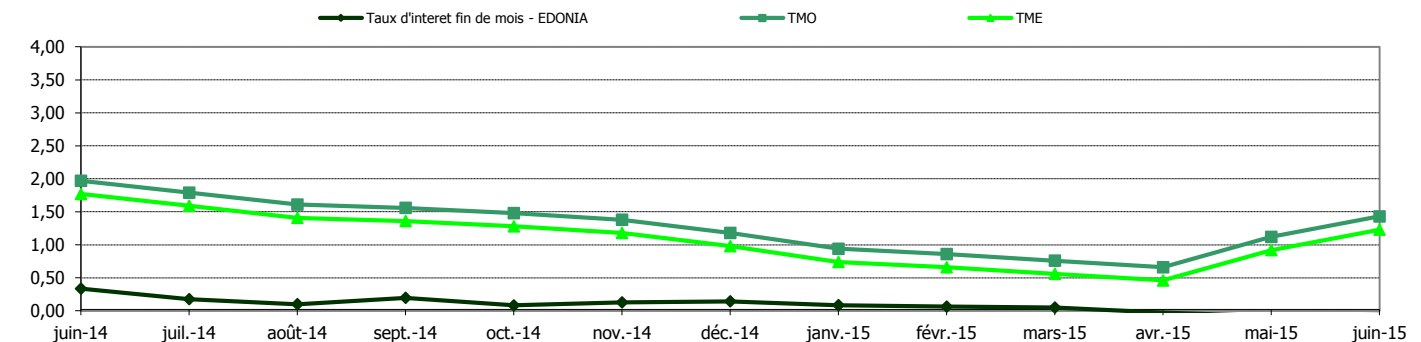
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
0,56%	0,46%	0,92%	1,23%	0,76%	0,66%	1,12%	1,43%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} juillet 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,13%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,45%
Prêts à taux variable	3,76%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,81%
Prêts-relais	4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,45%
Autres prêts		Découverts en compte	13,24%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,04%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,52%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,83%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	8,48%	Découverts en compte	13,24%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

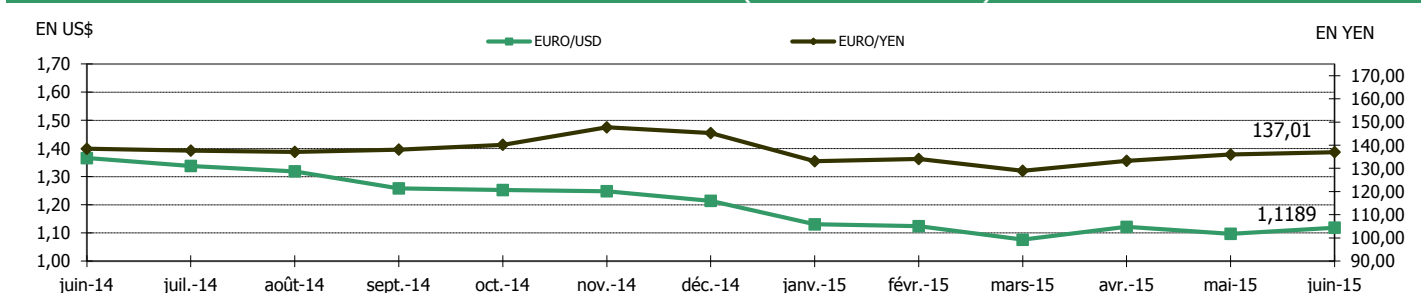
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,1189	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,6416	EURO/SRD (Surinam)	3,765
EURO/JPY (Japon)	137,0100	EURO/BWP (Botswana)	10,9983	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9963
EURO/CAD (Canada)	1,3839	EURO/SCR (Seychelles)	14,6889	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,2847
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7114	EURO/MUR (Maurice)	38,9783	EURO/BBD (La Barbade)	2,2305
EURO/SGD (Singapour)	1,5068	EURO/BRL (Brésil)	3,4699	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,0908
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6740	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,0172	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3593,8122	EURO/XCD (Dominique)	3,0111	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé en juillet 2015 - Dépôt légal : juillet 2015 - ISSN 2427-9781